



Ce document se veut une synthèse des points soulevés lors des ateliers et des groupes de discussion du Forum mondial de l'économie sociale-GSEF2016. Ceux-ci ont été recueillis par les rapporteurs du GSEF2016. Nous ne prétendons pas que ce document soit exhaustif ni déterminant sur les enjeux abordés, d'autant plus que toute action doit nécessairement prendre en compte les besoins, moyens et aspirations propres à chaque territoire, ce que ce document ne peut faire.

CONSTATS

Sur l'économie sociale et solidaire (ÉSS)

- L'ÉSS n'est pas marginale : elle est un moteur central de développement des communautés. Elle est présente dans la majorité des secteurs économiques et permet de démocratiser l'économie. L'ÉSS propose des alternatives de développement qui sont porteuses d'espoir et constitue un vecteur de richesse collective.
- La participation de la société civile est essentielle pour bâtir cette économie. C'est pourquoi l'ÉSS implique une mobilisation et des consultations; elle établit un ancrage dans le milieu et favorise la participation et la responsabilisation citoyennes.
- L'ÉSS permet la rétention des populations en région et la revitalisation de quartiers et de villes : elle génère des emplois et permet d'avoir accès à des services locaux.
- Le développement de l'ÉSS doit aller de pair avec la protection de l'environnement.
- L'ÉSS joue un rôle important lors de reconstructions faisant suite à un désastre naturel, entre autres, parce qu'elle renforce le tissu social et la résilience des communautés.
- L'ÉSS met en valeur la diversité culturelle. Elle permet aussi une réduction des inégalités et l'intégration des démunis, notamment les femmes en Afrique ou la population noire aux États-Unis.
- Les peuples autochtones adhèrent aux principes de l'ÉSS et travaillent sur la mobilisation des communautés autour de l'ÉSS.
- Avoir un cadre juridique clair permettant d'identifier les entreprises d'ÉSS facilite les partenariats, notamment dans l'adoption de clauses sociales.
- Parfois, la politique publique fait suite aux expériences terrain, elle confirme l'état de situation du terrain. La plupart du temps sont les promoteurs des entreprises d'ÉSS sur le terrain qui ont poussé pour avoir un cadre législatif qui reconnaît leur statut.
- On doit constituer une masse critique pour pouvoir influencer le cadre juridique. Il est important d'avoir la capacité de générer un leadership, avec une expertise de négociation, afin de favoriser l'établissement de conventions spécifiques pour la collaboration entre gouvernements locaux et l'ÉSS.

Sur les gouvernements locaux

- Le rôle des gouvernements locaux est amené à évoluer : pour développer adéquatement les villes, il ne s'agit plus seulement de décider si l'État interviendra plus ou moins dans l'économie, il faut repenser la façon de construire les politiques publiques. Pour y arriver, il faut un changement de paradigme et un changement culturel qui mènent à un changement de structures et de gouvernance. Il faut développer les politiques publiques en partenariat avec la société civile et avec les acteurs de l'ÉSS.
- Au lieu de définir elle-même les besoins de la population et de faire des appels d'offres pour que les entreprises d'ÉSS répondent aux besoins, les municipalités peuvent coconstruire les services publics avec les ÉSS : il faut voir les acteurs terrain comme des partenaires et leur réserver des espaces dans la gouvernance des initiatives pour la ville.
- Les citoyens ne veulent pas seulement être consultés, ils veulent faire partie de la solution : ils renforcent l'intelligence territoriale. Les villes doivent faciliter la participation des différentes parties prenantes pour tenir compte de la diversité culturelle, sociale et économique tout en faisant attention de ne pas reproduire des dynamiques d'exclusion. Les processus de participation doivent être construits pour prendre en considération ce défi. En ce sens, les efforts de lutte contre la pauvreté sont essentiels, dans la mesure où ces efforts ont un impact direct sur le développement des capacités des communautés à contribuer au développement de leur ville.
- La participation citoyenne et des entreprises d'ÉSS renforce le pouvoir des élus. Leur contribution pour construire des politiques et des services publics plus pertinents et efficaces permet de mieux faire face aux défis abordés.
- Les municipalités peuvent être plus qu'uniquement des bailleurs de fonds, mais des facilitateurs de projets ou d'initiatives de participation citoyenne. Parfois, la ville n'est pas directement interpellée dans la solution identifiée mais elle peut aider à trouver les bonnes personnes et organisations à impliquer.
- Les écosystèmes locaux de soutien à l'ÉSS permettent de promouvoir l'ÉSS dans toutes ses dimensions et à la hauteur de son potentiel.
- Il faut sortir de la logique qui donne le contrat au plus bas soumissionnaire. Plutôt, il faudrait utiliser les besoins des municipalités pour stimuler le développement local. En ce sens, la reconnaissance des retombées économiques, sociales et environnementales locales positives de l'ÉSS est importante.
- La formation est essentielle, notamment pour expliquer le concept de l'ÉSS et ce que ça implique quant au plan d'affaires.

RECOMMANDATIONS

Développement

Pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire

- Reconnaître qu'il peut y avoir des résistances culturelles faces aux alternatives proposées. Il faut changer les mentalités, notamment accepter l'égalité homme-femme, revoir ses façons de se déplacer, de consommer, accepter de faire confiance, sortir de l'individualisme et revoir le modèle de développement.
- Commencer avec des objectifs réalistes et construire peu à peu sur les réussites. Mettre en valeur les réussites, surtout auprès de la population, aide à générer du soutien de la communauté et à mieux faire connaître les rôles et objectifs de l'ÉSS.
- Faire place aux jeunes. Un grand mouvement participatif est en train de naître, issu de la jeunesse. Les acteurs de l'ÉSS doivent y participer. En même temps, il est important de faire une place aux jeunes pour qu'ils contribuent et gèrent les structures existantes et projetées de l'ÉSS.
- Créer une plateforme visant la définition, la sensibilisation, le monitoring, l'échange et la visibilité des entreprises d'ÉSS.
- Maximiser le réseautage d'acteurs et promouvoir l'échange de connaissances entre tous les acteurs de l'ÉSS.
- Pour combler le déficit d'expériences de certains groupes, produire des outils et des moyens permettant la reproduction de meilleures pratiques dans d'autres collectivités.
- Créer des consortiums pour répondre aux appels d'offres.
- Créer des espaces de collaboration et de coconstruction d'expertise (communauté de pratique) entre entreprises d'ÉSS.
- Convaincre plus d'élus d'adopter des budgets participatifs et inciter les municipalités à devenir des acteurs actifs de développement économique.
- Se présenter en initiateurs de solutions, mais également tenir compte du fait que, souvent, il faudra au départ encourager les gouvernements locaux à changer leurs façons d'agir pour qu'ils puissent collaborer de façon efficace.

Pour les gouvernements locaux

- Apprendre à solliciter les entreprises locales d'ÉSS pour répondre aux besoins des municipalités et ce, de manière active.
- Adopter des clauses sociales et avoir un réseau de facilitateurs chargés d'accompagner à la fois les pouvoirs publics et les entreprises afin d'intégrer ces clauses et s'assurer du respect de celles-ci (contrôle, attestations de bonne exécution et pénalités en cas de non-respect)
- Développer des réseaux d'agences gouvernementales et d'organisations d'ÉSS pour partager les bonnes pratiques et stimuler les politiques d'achats publics dans des secteurs et territoires spécifiques.

- Participer à la création et à l'appui financier d'une instance, issue du milieu de l'ÉS, qui servirait de référence en évaluation d'impact et pourrait mener à bien des processus d'évaluation neutres.
- Favoriser les monnaies locales.
- Créer des villes équitables.

Pour les institutions internationales

- Reconnaître la transversalité et la diversité des apports de l'ÉSS, afin de coconstruire une stratégie de mise en œuvre de l'agenda 2030.

Formation et recherche

Pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire

- Construire des liens étroits avec la recherche pour modéliser les expériences et leur donner une crédibilité scientifique.
- Former et outiller les entreprises d'ÉSS à l'évaluation d'impact.
- Sensibiliser les représentants gouvernementaux aux retombées de l'ÉSS.
- Suivre la tendance du mouvement participatif.

Pour les gouvernements locaux

- Sensibiliser les agences et instances gouvernementales et leurs représentants aux réalités et aux retombées des entreprises d'ÉSS.

Pour les institutions internationales

- Identifier, au moyen d'une coopération entre les acteurs de terrain, de la recherche et les municipalités, les façons dont l'ÉSS contribue à l'agenda 2030 de l'ONU.

Pour la recherche

- Développer de nouveaux concepts efficaces qui ne se limitent pas à mesurer la production de biens et services mais qui prennent également en compte l'intégration sociale et la soutenabilité environnementale.
- Continuer le travail de documentation des pratiques en ÉSS et développer des indicateurs qui évaluent la contribution de l'ÉSS dans toutes ses dimensions.

Co-création

Pour tous

- Travailler à des projets au sein desquels il y a différentes parties prenantes est exigeant. Il faut construire un langage commun et apprendre comment travailler dans des structures démocratiques et multipartites.
- L'ÉSS devrait avoir des interlocuteurs dans les universités et les villes : elle doit développer des relations avec ces instances qui donnent lieu à des espaces de

concertation permanents et la reconnaissance mutuelle entre la société civile, les universités, les villes et l'ÉSS.

- Développer ou promouvoir, si elles existent déjà, des formes juridiques multipartites qui facilitent et formalisent une réflexion collective ainsi que la collaboration entre différentes parties prenantes, dont les gouvernements locaux et les acteurs de l'ÉSS.
- Favoriser la création de réseaux d'agences gouvernementales et d'organisations d'ÉSS pour partager les bonnes pratiques.
- S'inspirer des expériences réussies ailleurs.

APPELS

- Appel à se mobiliser pour Habitat 3 et Agenda 2030 pour le développement durable.
- Appel à soutenir les acteurs d'ÉSS du Brésil qui subissent un démantèlement des politiques et structures en faveur de l'ÉSS.
- Appel à soutenir la Colombie où l'ÉSS est identifiée comme une piste de solution pour sortir du conflit armé : *la paix nécessite une économie plus solidaire.*